

Des exclusions étonnantes du site Naval Group

RUELLE Le syndicat Sud dénonce l'exclusion sans motif de trois salariés

Fabien Petit travaille sur le site de Naval Group (ex-DCNS) à Ruelle-sur-Touvre depuis près de huit ans. Salarié de la filiale DES (Défense Environnement Services), il s'occupait jusqu'en janvier d'entretien et de maintenance. « Un vendredi, le chef de site est venu me voir pour me dire que mon agrément m'était retiré et que je n'avais plus accès au site ».

Fabien doit quitter les lieux immédiatement. Privé d'accès, il est aujourd'hui sur le point d'être licencié. « Mon entretien préalable s'est déroulé au poste de garde. Je n'ai eu aucune explication ».

Délit routier

Pour des raisons de sécurité, les sites de Naval Group, leader de l'industrie navale de défense, ne sont accessibles qu'aux personnes autorisées. Les salariés qui y travaillent doivent montrer patte blanche : tous font l'objet d'une enquête au moment du recrutement, puis tous les trois ans. Or, il semble que, ces derniers temps, le ministère des Armées ait durci les conditions d'accès aux sites protégés.

Le syndicat Sud a recensé à Ruelle trois cas d'exclusion sans motif, à chaque fois suivis d'une procédure de licenciement. Il y a le cas de Fabien Pe-



Fabien Petit et Dimitri Joyeux.

PHOTO LOÏC DEQUIER

tit, mais aussi ceux de Raphaël Gutierrez, un salarié intérimaire, et d'un autre personnel employé par Naval Group depuis dix ans ! « Le service des armées qui gère les agréments refuse de communiquer le motif des exclusions, y compris aux responsables du site. On ne peut donc qu'émettre des suppositions », affirme Dimitri Joyeux, secrétaire départemental Sud Industries. « Il semble que le point commun à ces exclusions soit la commission par les salariés d'un simple délit routier. On parle là de gens qui ne sont pas terroristes, qui ne sont pas fichés "S", de citoyens qui travaillent et qui, comme beaucoup, ont commis un délit routier sans gravité. Ce n'est pas admissible ». À Lorient, une cinquantaine de salariés de sous-traitants auraient ainsi perdu leur droit d'accès au site de Naval Group, selon nos confrères du « Télégramme ».

Sud se tourne maintenant vers la justice administrative pour connaître les raisons de ces exclusions et les contester. « Le préjudice pour les salariés exclus est énorme. D'abord, ils perdent leur travail. Ensuite, ce retrait d'agrément est particulièrement handicapant quand il s'agit de trouver un nouvel emploi ». Fabien Petit, lui, n'entend pas lâcher l'affaire. C'est aussi une question d'honneur. « Mes collègues de Naval Group peuvent penser que j'ai fait quelque chose de mal, alors que ce n'est pas le cas ». **B.R.**